

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mercredi 18 Mars 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

SENEWEB. Sonko sur le versement des 471 millions de dollars : « Tout le monde pensait qu'on n'allait pas pouvoir... »

Le premier ministre a présidé, ce mardi, le comité de pilotage de la mise en œuvre du pacte national de stabilité. Au cours de la rencontre, il s'est exprimé sur le paiement des 471 millions de dollars pour ce qui est de la dette obligataire internationale du Sénégal (Eurobonds) qui devait être honorée durant ce mois de mars. « Ce mois de mars, tout le monde pensait que le Sénégal n'allait pas pouvoir payer les échéances de sa dette. Parce que la dette était lourde ? Mais, nous rendons grâce à Dieu et saluons le travail du gouvernement, notamment du ministre des Finances, pour solder cette dette », a déclaré Ousmane Sonko durant la rencontre. Le premier ministre sénégalais a abordé cette question pour mieux présenter aux syndicalistes, les difficultés auxquelles le gouvernement fait face actuellement. Ce, au moment où certaines centrales ont décidé de déterrer la hache de guerre.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/sonko-sur-le-versement-des-471-millions-de-dollars-tout-le-monde-pensait-quon-nallait-pas-pouvoir_n_486792.html

LE SOLEIL. Mise en œuvre du Pacte national de stabilité sociale : les 13 mesures prises par le Pm Ousmane

Au total, 13 mesures correctives et des orientations ont été annoncées mardi soir par le Premier ministre Ousmane Sonko, pour une mise en œuvre efficace du Pacte national de stabilité sociale à l'issue d'une réunion du comité de pilotage. Le Premier ministre, Ousmane Sonko, souhaite une application efficace du Pacte national de stabilité sociale. C'est pourquoi il a engagé mardi soir, à l'issue d'une réunion du comité de pilotage, des orientations majeures. Il s'agit notamment d'assurer la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan d'action du Pacte. Sur ce, le Premier ministre a demandé à son gouvernement d'accélérer le processus d'adoption des projets de nouveaux Code du Travail et Code de la Sécurité sociale et de renforcer les capacités des partenaires sociaux et des managers publics en dialogue social. Au-delà, il souhaite une redynamisation de la négociation collective à travers la réactualisation des instruments conventionnels « obsolètes » et la conclusion de nouvelles conventions collectives dans les secteurs qui n'en disposent pas.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/mise-en-oeuvre-du-pacte-national-de-stabilite-sociale-les-13-mesures-prises-par-le-pm-ousmane/>

APS. Aucun des partenaires sociaux ne remettra en cause le Pacte national de stabilité sociale, selon Ousmane Sonko

Personne parmi les partenaires sociaux, à savoir l'État, les syndicats des travailleurs et le patronat, ne remettra en cause le Pacte national de stabilité sociale pour une croissance inclusive et durable, a soutenu le Premier ministre, Ousmane Sonko, mardi, à Dakar. « Il y a toujours des pactes ou d'autres cadres de dialogue entre l'État, les syndicats et le patronat. Il est évident que personne autour de cette table-là ne



remettra en cause la particularité de celui-ci, aussi bien dans son organisation et son fonctionnement que par les résultats obtenus”, a-t-il dit. M. Sonko présidait une réunion du comité de pilotage du Pacte national de stabilité sociale pour une croissance inclusive et durable. En raison de l’importance que nous accordons à ce volet depuis le début, la Primature s’est totalement engagée aux côtés des ministères sectoriels pour qu’on ait un cadre de dialogue travaillant à l’atteinte d’objectifs très clairs”, a assuré M. Sonko.

<https://aps.sn/aucun-des-partenaires-sociaux-ne-remettra-en-cause-le-pacte-national-de-stabilite-sociale-selon-ousmane-sonko/>

SENEWEB. Notation S&P : Perspectives "Positives" et un B+/B confirmé, la Guinée s'en sort mieux que le Sénégal

Au moment où le Sénégal se fait dégrader par les agences de notation, la République de Guinée parvient à tirer son épingle du jeu dans ce domaine. En effet, S&P Global Ratings vient de relever les perspectives du pays de "stables" à "positives". L'agence de notation a aussi confirmé à « B+/B » les notations de crédit souverain long et court terme du pays, traduisant un risque de crédit élevé, mais avec une capacité actuelle du pays à honorer ses engagements. Réserves de change en forte progression. « Ces perspectives positives reflètent l'augmentation rapide des réserves de change de la Guinée, qui offrent des amortisseurs supplémentaires dans un contexte macroéconomique volatil, la hausse des recettes publiques non minières, la forte dynamique des réformes et les solides perspectives de croissance économique », explique S&P Global Ratings dans son bulletin parcouru par Seneweb.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/notation-sp-perspectives-positives-et-un-bb-confirme-la-guinee-sen-sort-mieux-que-le-senegal_n_486761.html

LEJECOS. Production industrielle : Forte hausse de 27,5 % en glissement annuel

La production industrielle au Sénégal a enregistré une hausse significative de 27,5 % en glissement annuel au mois de décembre 2025, selon les données publiées par l’Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd). Cette progression de la production industrielle s’explique principalement par la bonne performance des industries extractives, dont l’activité a connu une hausse remarquable de 56,3 % sur la période. Le secteur de la production d’électricité, gaz et eau a également contribué à cette progression, avec une augmentation de 21,2 % en glissement annuel. Les industries manufacturières ont également enregistré une évolution positive, avec une hausse de 9,2 % par rapport à la même période de l’année précédente.

https://www.lejecos.com/Production-industrielle-Forte-hausse-de-275-en-glissement-annuel_a30517.html

SIKA FINANCE. Sénégal : Chute de 50% des exportations au mois de janvier 2026

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-chute-de-50-des-exportations-au-mois-de-janvier-2026_60504

SENEWEB. Pas de croissance sans constance

La relation entre stabilité politique et performance économique est souvent présentée comme évidente. Un cadre institutionnel prévisible rassure les investisseurs, facilite la



mise en œuvre des politiques publiques et permet aux entreprises de planifier leurs activités sur le long terme. À l'inverse, les périodes d'incertitude politique peuvent entraîner un attentisme des acteurs économiques, retarder les décisions d'investissement et peser sur le rythme de la croissance. Cette idée est largement admise, mais la réalité apparaît plus complexe, notamment dans les économies en développement. Dans plusieurs pays africains, la stabilité institutionnelle a effectivement favorisé une progression régulière de l'activité. Le Sénégal est souvent cité comme exemple d'un environnement politique relativement prévisible dans la région, ce qui a contribué à maintenir la confiance des partenaires financiers et des investisseurs internationaux. Selon les données de la Banque mondiale, la croissance moyenne du pays s'est située autour de 5 % par an sur la décennie précédant la pandémie, dans un contexte marqué par une continuité des politiques économiques et des réformes engagées dans les infrastructures, l'énergie et l'agriculture.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/pas-de-croissance-sans-constance_n_486861.html

SENEWEB. Soutenir les agriculteurs sans déséquilibrer le budget : L'équation délicate des subventions

Au Sénégal, la politique de subvention agricole occupe une place centrale dans les stratégies publiques depuis plusieurs décennies. L'État consacre chaque année des ressources importantes pour soutenir l'accès aux semences, aux engrais, au matériel et au financement de la campagne. Cette intervention vise à sécuriser la production, stabiliser les revenus ruraux et limiter la dépendance aux importations alimentaires. Dans un pays où l'agriculture reste un secteur clé pour l'emploi et la sécurité alimentaire, ce soutien est souvent présenté comme indispensable. Les montants engagés sont significatifs. Selon les données budgétaires publiées par le ministère des Finances, les subventions aux intrants agricoles représentent chaque année plusieurs dizaines de milliards de francs CFA. Pour certaines campagnes, l'État a mobilisé plus de 70 milliards de francs CFA pour l'achat d'engrais et de semences destinés aux producteurs.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/soutenir-les-agriculteurs-sans-desequilibrer-le-budget-lequation-delicate-des-subventions_n_486743.html

PRESS AFRIK. Commerce Intra-africain 2026 : Le volume total des échanges devrait atteindre 22 % contre 15 % en 2021

L'économie africaine entre dans une ère de « résilience confiante ». Selon les dernières données de l'AfBC, le continent s'apprête à enregistrer une croissance du PIB réel de 4,3 % à 4,4 % en 2026, dépassant pour la première fois les prévisions des marchés asiatiques (4,1 %). Avec un PIB cumulé de 3 400 milliards de dollars, l'Afrique passe de la simple gestion de crises à une véritable mutation industrielle. L'économie africaine franchit une étape importante en ce début d'année 2026. Selon les prévisions macroéconomiques de l'African business chamber (AfBC), le continent entre dans une phase de mise en œuvre rigoureuse de ses politiques, portée par une croissance du commerce intra-africain qui devrait atteindre 22 % du volume total des échanges. Ce bond significatif par rapport aux 15 % de 2021 est marqué par l'impact concret de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et du Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS).



https://www.pressafrik.com/Commerce-Intra-africain-2026-Le-volume-total-des-echanges-devrait-atteindre-22-contre-15-en-2021_a302666.html

FINANCIAL AFRIK. Dette souveraine 2026 : les Etats africains cherchent 155 milliards de dollars (S&P)

En 2026, les États africains devraient lever 155 milliards de dollars sur les marchés commerciaux, un niveau en hausse par rapport aux 140 milliards de 2025, mais surtout révélateur d'une mécanique implacable : refinancer la dette passée tout en continuant à financer des déficits persistants. Derrière ce chiffre, une réalité moins spectaculaire mais plus structurante.....

<https://www.financialafrik.com/2026/03/18/dette-souveraine-2026-les-etats-africains-cherchent-155-milliards-de-dollars-sp/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

TV5 MONDE. "Le Sénégal ne peut pas se payer le luxe d'une guerre à la tête de l'État" : pourquoi la rivalité Sonko-Diomaye fragilise le pays

Des signaux de tensions persistantes apparaissent au sommet de l'exécutif, entre le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye et son Premier ministre Ousmane Sonko. Cette situation pose une question centrale : le Sénégal, engagé dans une phase décisive de son développement démocratique et économique, peut-il durablement supporter une division au sommet de son pouvoir exécutif ? "Le Sénégal ne peut pas se payer le luxe d'une guerre à la tête de l'État" : pourquoi la rivalité Sonko-Diomaye fragilise le pays. Des signaux de tensions persistantes apparaissent au sommet de l'exécutif, entre le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye et son Premier ministre Ousmane Sonko.

<https://information.tv5monde.com/afrique/le-senegal-ne-peut-pas-se-payer-le-luxe-dune-guerre-la-tete-de-letat-pourquoi-la-rivalite-sonko-diomaye-fragilise-le-pays-2813840>

JEUNE AFRIQUE. Sénégal : la coalition Diomaye Président, une « déclaration de guerre » à Ousmane Sonko ?

Les relations sont plus tendues que jamais au sommet de l'État, à mesure que la coalition politique de Bassirou Diomaye Faye continue de faire grossir ses rangs. Le sujet n'était pas à l'ordre du jour mais, comme souvent au [Sénégal](#), il a tendance à faire irruption dans toutes les discussions politiques. Alors que les députés votaient mercredi 11 mars [la loi durcissant les poursuites contre les personnes homosexuelles](#), le député Serigne Bara Ndiaye, membre du parti au pouvoir, a évoqué la querelle qui oppose [Ousmane Sonko](#) à [Bassirou Diomaye Faye](#).

<https://www.jeuneafrique.com/1773735/politique/senegal-la-coalition-diomaye-president-une-declaration-de-guerre-a-ousmane-sonko/>



L'ECONOMISTE. CAN 2025 : la CAF retire le trophée au Sénégal et l'attribue au Maroc

Le Jury d'Appel de la Confédération Africaine de Football a annoncé la déclaration de forfait de l'équipe nationale du Sénégal lors de la finale de la Coupe d'Afrique des Nations Maroc 2025, conformément à l'article 84 du règlement de la compétition. En conséquence, l'instance africaine a décidé d'homologuer le résultat du match sur le score de 3-0 en faveur de la Fédération Royale Marocaine de Football. Cette décision du Jury d'Appel vient entériner l'issue administrative de la finale de la CAN 2025, attribuant officiellement la victoire à la sélection marocaine.

<https://www.leconomiste.com/flash-infos/can-2025-la-caf-retire-le-trophee-au-senegal-et-lattribue-au-maroc/>

COURRIER INTERNATIONAL. Football. Le Sénégal perd la CAN 2025 sur tapis vert : "La blague du siècle !"

Pour avoir quitté le terrain pendant de longues minutes pendant la finale de la Coupe d'Afrique des nations 2025, l'équipe du Sénégal se voit retirer son titre, au profit du Maroc. Les journaux sénégalais s'insurgent contre une décision "scandaleuse". Leurs homologues marocains tentent de défendre ses fondements juridiques, mais cette victoire sur tapis vert reste douce-amère. "C'est un véritable séisme dans le paysage du football africain", lâche la Radio Télévision sénégalaise (RTS). Un "coup de théâtre", renchérit le site WalfNet.

https://www.courrierinternational.com/article/football-le-senegal-perd-la-can-2025-sur-tapis-vert-la-blague-du-siecle-241933?at_medium=pushnotifications&at_campaign=editopushweb

JEUNE AFRIQUE. Chine-Afrique : 5 questions pour comprendre le virage des financements de Pékin

Les financements chinois vers l'Afrique ont rebondi en 2025 après le coup d'arrêt observé en 2024. Mais derrière ce retour se cache une transformation de la stratégie de l'Empire du Milieu. Explications. Au Zimbabwe, une entreprise chinoise finance une centrale solaire pour alimenter une mine de lithium. En Égypte, des industriels investissent quelques millions de dollars dans des usines de batteries et de panneaux solaires en partenariat avec des acteurs locaux comme Kemet. En Zambie, un projet photovoltaïque de 100 millions de dollars est développé via un montage associant entreprise publique et ...

<https://www.jeuneafrique.com/1773940/economie-entreprises/chine-afrique-5-questions-pour-comprendre-le-virage-des-financements-de-pekini/>

BFM BUSINESS. L'Iran cible leur pétrole et les touristes fuient la région : sans leurs principaux atouts économiques, jusqu'où les pays du Golfe peuvent-ils encaisser la guerre ?

Contrairement à la guerre des 12 jours l'an dernier, les pays du Golfe ont été pris pour cible par Téhéran dans sa riposte aux attaques du 28 février dernier. Pour l'instant, ils refusent de s'engager dans le conflit et ne prévoient pas non plus de redéfinir leurs relations avec les États-Unis. Mais leur modèle économique pourrait bientôt les y contraindre. Depuis [18 jours maintenant](#), le Moyen-Orient est le théâtre d'attaques incessantes entre les États-Unis, Israël et l'Iran. Et parmi les victimes collatérales du



conflit, il y a les monarchies du Golfe : en fin de semaine dernière, les systèmes de défense anti-aérienne du Golfe avaient déjà intercepté plus de 3.100 missiles et drones iraniens.

https://www.bfmtv.com/economie/international/l-iran-cible-leur-petrole-et-les-touristes-fuient-la-region-sans-leurs-principaux-atouts-economiques-jusqu-ou-les-pays-du-golfe-peuvent-ils-encaisser-la-guerre_AV-202603170562.html

CONNAISSANCE DES ENERGIES. La guerre au Moyen-Orient va-t-elle faire dérailler l'économie mondiale ?

La guerre au Moyen-Orient va-t-elle faire dérailler l'économie mondiale ? Si l'impact du conflit dépendra de sa durée et de son ampleur, les économistes craignent de plus en plus une augmentation généralisée des prix et un affaiblissement de la croissance.

« Le canal de transmission macroéconomique qui touche tout ». La guerre, entrée dans sa troisième semaine, a entraîné une quasi-paralysie du [détroit d'Ormuz, par lequel transitent un cinquième du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié consommés dans le monde](#), faisant planer le spectre d'un nouveau [choc pétrolier](#). Les cours du pétrole sont repartis à la hausse mardi, autour des 100 dollars le baril.

<https://www.connaissancedesenergies.org/afp/la-guerre-au-moyen-orient-va-t-elle-faire-derailer-leconomie-mondiale-260317>

BOURSORAMA. Prudence en vue en Europe avec l'Iran et avant la Fed

Les principales Bourses européennes sont attendues sur une note prudente mardi dans un contexte de poursuite des tensions géopolitiques avec la guerre en Iran qui entre dans son 13e jour, tandis que la politique monétaire est surveillée par les investisseurs au premier jour de la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed). D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait perdre 0,57% à l'ouverture. Le Dax à Francfort pourrait reculer de 0,60%, tandis que le FTSE 100 à Londres devrait abandonner 0,03%. L'indice EuroStoxx 50 est attendu en repli de 0,59% et le Stoxx 600 en baisse de 0,30%. La guerre des Etats-Unis et d'Israël contre l'Iran est entrée dans sa troisième semaine et aucune issue ne se dessine à court terme.

<https://www.boursorama.com/bourse/actualites/prudence-en-vue-en-europe-avec-l-iran-et-avant-la-fed-4e26df3e978a47bd3cecb4d5d5e51e3e>

ONU COMMERCE ET DEVELOPPEMENT. Mise à jour sur le commerce mondial (mars 2026) : réformer les règles commerciales pour stimuler le développement

Un système commercial multilatéral stable et prévisible est essentiel à la croissance économique mondiale et au développement durable. Les règles de l'OMC ont été conçues pour garantir un accès prévisible aux marchés en empêchant les restrictions commerciales soudaines et la discrimination entre partenaires commerciaux. Cependant, les règles commerciales sont devenues moins prévisibles. Les pays ont de plus en plus recours à des mesures commerciales discriminatoires telles que les droits de douane, le filtrage des investissements et les restrictions technologiques liées à la politique industrielle, à la sécurité nationale et à la géopolitique. Pour les pays en développement, cette volatilité peut être particulièrement préjudiciable.

<https://unctad.org/fr/publication/mise-jour-sur-le-commerce-mondial-mars-2026-reformer-les-regles-commerciales-pour>



RTBF ACTUS. Guerre au Moyen-Orient : le coût supporté et le coup porté, les États-Unis jouent gros économiquement et politiquement

Deux semaines que les États-Unis et Israël ont lancé leur offensive sur l'Iran. Quinze jours que la guerre au Moyen-Orient et le blocage stratégique du détroit d'Ormuz bousculent les équilibres régionaux et par extension toute l'économie mondiale. Un coût non négligeable pour Washington notamment. Explications dans le podcast "L'Éco sans Détour" de Matin Première. La guerre au Moyen-Orient coûte aux États-Unis 11.574 dollars chaque seconde. 41 millions par heure. [Un milliard par jour](#), selon une estimation préliminaire du Pentagone. Chiffre dans la fourchette basse alors que d'autres estimations évoquent 4 milliards de dollars par jour.

<https://www.rtbf.be/article/guerre-au-moyen-orient-le-cout-supporte-et-le-coup-porte-les-etats-unis-jouent-gros-economiquement-et-politiquement-11693196>

L'HUMANITE. Guerre au Moyen-Orient : se prémunir du choc inflationniste par la décarbonation énergétique

Avec la guerre au Moyen-Orient, l'économie mondiale est frappée de plein fouet. Si le blocage du détroit d'Ormuz se prolonge, un choc stagflationniste, hausse des prix et baisse de la production, pourrait survenir. À long terme, cette crise illustre la nécessité de renforcer la décarbonation énergétique et une autosuffisance pour les produits de base. Une tribune signée Henri Sterdyniak, cofondateur des Économistes atterrés. La mondialisation caractérise le fonctionnement actuel des économies des pays développés et des pays émergents. Les prix des matières premières et des biens intermédiaires se forment sur les marchés mondiaux. Les firmes internationales organisent leurs chaînes de production à l'échelle mondiale, en bénéficiant des bas salaires des pays du Sud.

<https://www.humanite.fr/en-debat/economie/guerre-au-moyen-orient-se-premunir-du-choc-inflationniste-par-la-decarbonation-energetique>

CAPITAL. Bourse : «la Chine est passée d'un marché actions non investissable au laboratoire mondial de l'innovation !»

Le marché actions chinois apparaissait auparavant non investissable, entre tensions géopolitiques, crise immobilière et la faiblesse de la consommation. Mais la Chine s'impose comme l'un des centres névralgiques de l'innovation mondiale. En Bourse, faut-il investir sur les actions chinoises ? Il y a encore deux ans, une grande partie des investisseurs internationaux considérait la Chine comme un marché actions non investissable. « Les tensions géopolitiques, la crise immobilière et la faiblesse de la consommation avaient fortement entamé la confiance.

<https://www.capital.fr/entreprises-marches/bourse-la-chine-est-passee-dun-marche-actions-non-investissable-au-laboratoire-mondial-de-linnovation-1524762>

LES ECHOS. A Hong Kong, la flambée des introductions en Bourse oblige le régulateur à serrer la vis

Le gendarme hongkongais des marchés est contraint d'intervenir face à la multiplication de dossiers d'introductions en Bourse incomplets ou mal documentés. La reprise du marché des IPO pousse les banques à décrocher le plus de dossiers possibles. Des dossiers incomplets, erronés, voire volontairement maquillés, rédigés par de [l'intelligence artificielle](#), ou par de jeunes banquiers d'affaires peu



expérimentés... A Hong Kong, la flambée des introductions en Bourse par des entreprises chinoises est en train de produire des effets pervers qui poussent le régulateur à intervenir, alors que les montants levés en 2025 dans le hub asiatique ont atteint le plus haut niveau en quatre ans, selon EY.

<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/a-hong-kong-la-flambee-des-introductions-en-bourse-oblige-le-regulateur-a-serrer-la-vis-2221373>

LA DEPECHE. La désinformation, un fléau qui coûte plus de 400 milliards de dollars à l'économie mondiale

La désinformation n'est plus seulement un problème démocratique ou médiatique ; elle est devenue un phénomène économique massif. C'est la conclusion d'un rapport que vient de publier le groupe Sopra Steria qui tente, pour la première fois, d'en mesurer l'impact financier, social et politique à l'échelle mondiale. L'exercice est délicat, mais le résultat donne la mesure du phénomène : en 2024, la désinformation aurait coûté environ 417 milliards de dollars à l'économie mondiale, soit un montant qui correspond à près de 15 % du PIB français. Cette estimation repose sur une méthodologie inspirée des travaux du GIEC : plusieurs scénarios – conservateur, médian et exploratoire – ont été établis afin de tenir compte des incertitudes.

<https://www.ladepeche.fr/2026/03/17/la-desinformation-un-fleau-qui-coute-plus-de-400-milliards-de-dollars-a-leconomie-mondiale-13277168.php>

